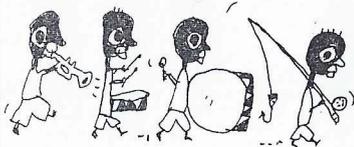


# Le Rwanda, ses martyrs, ses ruines et ses anglophones ne sont vraiment plus à la mode

Paris oublie ses anciens protégés, snobe leurs successeurs et n'allonge plus un sou, sauf pour la francophonie.

**P**AS un représentant de la France, le 1<sup>er</sup> octobre, au Zaïre, lors des obsèques de l'ex-président du Rwanda, dont la mort, le 6 avril, donna le signal des massacres. Et, depuis l'opération « Turquoise », pratiquement plus un franc pour la reconstruction du pays.

Étonnant virage sur l'aile. Voilà à peine un an, le président Habyarimana était chaleureusement reçu à l'Élysée par François Mitterrand. Jusqu'à sa mort, la France n'avait jamais compté à ce grand ami crédits, armes, coopérants civils et militaires. Et après sa disparition sa veuve a trouvé refuge à Paris, aux frais du ministère de la



Coopération. Elle était accompagnée de quelques parents, parmi lesquels plusieurs instigateurs du génocide.

Y aurait-il, dans ce boycott posthume, une amorce d'autocritique ? Plus cyniquement, ce revirement confirme une évidence : depuis le départ de nos militaires, le 22 août, le Rwanda n'intéresse plus la France, pas plus que les autres Occidentaux. Restent les humanitaires, naguère si critiqués par les galonnés de « Turquoise ».

Côté finances, le Rwanda est étriqué par une dette d'une vingtaine de millions à

la Banque mondiale, laquelle se refuse désormais à débloquer d'autres crédits. D'habitude, pour ses alliés, la France sait dénouer ce genre de situation. N'a-t-elle pas récemment avancé les 600 millions que le Cameroun devait à cette banque ?

Seul coup de pouce visible de Paris : un soutien à la francophonie ! L'Agence (gouvernementale) de coopération culturelle et technique va aider à reconstruire écoles et bibliothèques de langue française. Car les Rwandais n'ont pas seulement été victimes d'un génocide et d'une épidémie de choléra, ils sont dorénavant — fléau de plus, aux yeux de certains — gouvernés par des anglophones.

## Tapis rouge pour un Zaïrois

Mais si le FPR, parti au pouvoir, naguère armé par l'Ouganda (sous influence anglo-saxonne) et dominé par les Tutsis, n'a pas bonne presse à Paris, il y a de plus sérieuses raisons de s'en méfier : la récente enquête d'un consultant américain, réalisée auprès de réfugiés hutus, mentionne de lourdes représailles exercées par les soldats FPR, qui auraient tué plus de 10 000 personnes. Les dirigeants de Kigali ont admis des « dérapages » et promis des jugements. Mais leur image en est quelque peu ternie.

En attendant plus d'informations, le Quai d'Orsay, pas toujours pointilleux, a pris ses distances. Trois mois après la prise de Kigali, la France n'y a rétabli qu'une « antenne diplomatique » de cinq diplomates à la place d'une ambassade, d'un

centre culturel et d'une mission de coopération civile et militaire.

Autre motif de grogne des Rwandais : le 17 septembre, le président Pasteur Bizimungu prononçait un discours au ministère des Affaires étrangères néerlandais. Or l'ambassadeur de France aux Pays-Bas, appelé ailleurs, dit-il, n'a pu assister à cette prestation. Enfin, plus récemment, le Premier ministre Faustin Twagiramungu, de retour du Canada, voulait faire escale à Paris. On lui a fait savoir qu'on préférerait d'abord recevoir son ministre des Affaires étrangères. Le dirigeant rwandais a donc choisi d'atterrir en Belgique.

Dans le même temps, Kengo Wa Dondo, Premier ministre du très progressiste Zaïre, est solennellement accueilli à Paris. Lui, au moins, ne risque pas de parler anglais.

Jean-François Julliard



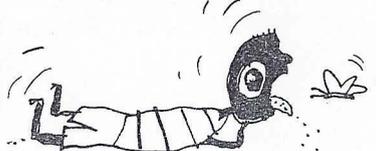
## Quand les paras français instruisaient l'armée hutue...

**C**'EST fort mollement que la France soutient, à l'ONU, le projet rwandais de constitution d'un tribunal international destiné à juger les responsables du génocide. Peut-être par crainte de certains rappels grinçants.

Le livre de Pascal Krop « Le génocide franco-africain » (éditions Lattès) — fondé sur des témoignages et documents pour la

plupart déjà publiés — dresse un inventaire accablant des responsabilités françaises au Rwanda depuis vingt ans.

En 1975, rappelle Krop, Giscard et Habyarimana signent un accord d'assistance militaire. Mais Mitterrand va l'enrichir. En octobre 1990, alors que son fils Jean-Christophe, alias Papamadit, dirige la cellule africaine de l'Élysée, Habyarimana lui téléphone, réclamant l'envoi de plusieurs centaines de paras. But : épauler l'armée nationale occupée à repousser le FPR, en train d'envahir le nord du pays. Le fils de Tonton acquiesce immédiatement et, dès lors, les effectifs militaires au Rwanda ne cessent de croître, jusqu'à atteindre 680 soldats.



Certains officiers — tel le colonel Thibaut — ajoutent à leurs fonctions celle de conseiller militaire du président Habyarimana. D'autres, comme en a témoigné l'avocat belge Eric Gillet, interrogé (sans violence), dans la prison de Kigali, des prisonniers du FPR.

Les Français « nous ont appris à capturer nos victimes et à les attacher, révèle un « repenté » hutu, Janvier Afrika. Cela se passait dans une base au centre de Kigali. C'est

repenti est-il crédible ? C'est en tout cas à partir de ses indications que plusieurs charniers ont été récemment découverts.

## Diplomate aphone

Parallèlement, plusieurs associations de droits de l'homme ont enquêté sur la liquidation systématique d'opposants hutus et de Tutsis. En 1993, Jean Carbonare, président de l'association Survie, affirmait :

« J'ai vu, dans le fameux camp de Bigogwe, les instructeurs français qui formaient les soldats responsables des massacres dans la région. (...) C'est dans ce camp que, par camions entiers, les civils étaient amenés, torturés et exécutés. Quand j'ai vu l'ambassadeur de France à Kigali, je lui ai dit : "Monsieur Martre, vous ne pouvez pas ne pas savoir ce qui se passe. Nous avons ouvert des fosses communes, trouvé les corps des suppliciés." Son Excellence est restée de marbre. »

Un peu plus tard, ce diplomate qualifia ces informations de « rumeurs ». Comme il ignorera également les appels au meurtre planifié que distillent la radio et, dans des discours publics, des proches du Président, et que reproduit le journal « Kangura ».

« À l'automne 93, raconte Pascal Krop, c'est avec tapis rouge et garde d'honneur que Mitterrand reçoit à Paris son ami Habyarimana. » Remarque de Tonton : « Il est venu à ma connaissance des exactions, des choses inacceptables. Je sais bien que vous êtes à la tête d'un pays en guerre, mais... » Réponse de l'hôte : « Je suis au courant. Il y a des extrémistes. Ces coura-